

ARRÊTÉ

**préfectoral portant ouverture de la consultation du public au titre d'une demande
d'enregistrement d'une installation classée pour la protection de l'environnement**

**société SEPUR
route des Nourrices – ZA du Pont Cailloux
78850 THIVERVAL-GRIGNON**

**LE PRÉFET DES YVELINES
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

VU le Code de l'environnement, et notamment les articles L.512-7-1 à L.512-7-7 et R.512-46-3 à R.512-46-18 ;

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté du 16 avril 2012 définissant les modalités d'affichage sur le site concerné par une demande d'enregistrement au titre du titre I^{er} du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 6 juin 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral 202478-2024-10-22-00002 du 22 octobre 2024 portant délégation de signature du Préfet des Yvelines à Monsieur Victor DEVOUGE, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Yvelines, sous-préfet de Versailles ;

VU la demande d'enregistrement transmise le 28 mars 2025 et complétée les 4 juin 2025, 2 septembre 2025, 12 novembre 2025, 13 mars 2026 et 24 avril 2026 par la société SEPUR, relative à la mise en place et l'exploitation d'un centre de surtri de plastiques sur la commune de Thiverval-Grignon (78850) route des Nourrices – ZA du Pont Cailloux, l'installation étant soumise au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2714-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le dossier produit à l'appui de la demande d'enregistrement ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 13 mai 2026 selon lequel le dossier de demande d'enregistrement est conforme aux dispositions des articles R.512-46-3 à R.512-46-6 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la demande d'enregistrement susvisée est complète et régulière ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, en conséquence, de consulter le public sur ce projet ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Une consultation du public est organisée pendant cinq semaines et un jour, du **18 juin 2026 au 23 juillet 2026 inclus**, concernant le projet de la société SEPUR visant à créer et exploiter un centre de surtri de plastiques sur la commune de Thiverval-Grignon (78850) route des Nourrices – ZA du Pont Cailloux.

Article 2 : Un avis est affiché ou rendu public deux semaines au moins avant le début de la consultation du public, et pendant toute la durée de la consultation, de manière à assurer une bonne information :

1° par affichage dans les mairies de Thiverval-Grignon, Saint-Germain-de-la-Grange et Plaisir, l'accomplissement de cet affichage étant certifié par le maire de chaque commune où il a lieu ;

2° par mise en ligne sur le site Internet de la préfecture, accompagné de la demande de l'exploitant pendant une durée de quatre semaines ;

3° par publication, par les soins du préfet aux frais du demandeur, dans deux journaux diffusés dans le département des Yvelines ;

4° par mise à jour de l'affichage réalisé sur le site de l'installation projetée pour être visible de la voie publique, affichage dont le contenu et la forme sont définis par l'arrêté du 16 avril 2012 susvisé.

Article 3 : Le public peut prendre connaissance du dossier, formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet à la mairie Thiverval-Grignon aux jours et heures ouvrables de la mairie.

À l'issue de la procédure de consultation du public, le registre d'observations est clos et signé par le maire et transmis avec les observations du public à la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT), unité départementale des Yvelines (UD78) - 35 rue de Noailles – Versailles (78000) dans les 24 heures.

Le dossier est également consultable sur le site internet de la préfecture des Yvelines (<https://www.yvelines.gouv.fr/Publications/Avis-de-consultation-du-public>).

Article 4 : Les observations du public peuvent également être adressées, avant la fin du délai de consultation du public :

- par courrier, à la DRIEAT/UD78 - 35 rue de Noailles - 78 000 Versailles,

- par courrier électronique, à l'adresse suivante :

drieat-consultation-environnement@developpement-durable.gouv.fr

Ces observations sont annexées au registre de consultation du public.

Article 5 : Les conseils municipaux des communes Thiverval-Grignon, Saint-Germain-de-la-Grange et Plaisir sont invités à rendre leur avis sur la demande d'enregistrement présentée par la société SEPUR au plus tard dans les quinze jours suivant la fin de la consultation du public.

Article 6 : Les observations du public et les avis des conseils municipaux sont adressés à l'inspection des installations classées aux fins qu'elle établisse son rapport et formule ses propositions par rapport à la demande d'enregistrement.

Article 7 : En application de l'article L. 512-7-2 du code de l'environnement, le Préfet peut décider que la demande d'enregistrement sera instruite selon les règles de procédure prévues par le chapitre unique du titre VIII du livre 1er pour les autorisations environnementales. Cette décision peut intervenir jusqu'à quinze jours après la fin de la consultation du public, selon l'article R.512-46-9 du même code.

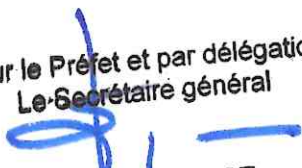
Article 8 : Le Préfet des Yvelines est l'autorité compétente pour prendre la décision d'enregistrement. L'installation peut faire l'objet d'un arrêté préfectoral d'enregistrement, éventuellement assorti de prescriptions particulières, ou d'un arrêté préfectoral de refus.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Rambouillet et les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le

12 6 MAI 2026

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général

Victor DEVOUGE

